l'événement

Le monde au pied du mur : poursuivre et intensifier l'action climatique

La Terre risque de chauffer de 3 à 4°C si rien ne change. Au sommet climat de Bonn, tout le monde le reconnaît. Mais pas facile de prendre le taureau par les cornes.

La 23e « conférence des parties » (… à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques), la COP23, s'est ouverte ce lundi à Bonn. *« Nous sommes tous dans le même canoë,* a lancé le président de la réunion, le Premier ministre fidjien Frank Bainimarama. *Notre demande collective au monde est qu'il maintienne le cap fixé à Paris. Le besoin d'agir urgemment est évident. Notre monde souffre d'événements extrêmes provoqués par le changement climatique. Notre responsabilité en tant que dirigeants est de répondre à cette souffrance, nous ne devons pas décevoir nos peuples (…). Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour faire marcher l'Accord de Paris. »*

Près de 20.000 participants sont attendus à Bonn dont la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron. Quatre ministres belges seront aussi du voyage au cours de la seconde semaine du sommet, de même qu'une délégation d'une petite cinquantaine de noms.

Sens de l'urgence

Le sommet de l'ONU se tiendra en présence d'un fantôme de marque : les Etats-Unis, qui ont annoncé leur retrait de l'Accord de Paris et la fin d'une série de financements climatiques internationaux. Quelle influence cette défection de taille aura sur les discussions ? Personne ne peut le dire. Jusqu'en 2020 au moins, les Etats-Unis resteront partie prenante de l'accord climatique. Mais s'ils y participeront pleinement, il y a peu de chances qu'ils contribuent positivement à la bonne marche des négociations.

A Bonn, en marge des négociations techniques, il s'agira surtout d'affirmer la volonté générale de poursuivre l'action commune, voire de l'intensifier. En apparence, la résolution est toujours intacte. Aucun Etat ne s'est risqué à mettre en cause l'Accord de Paris et son objectif de maintenir l'élévation de la température bien en dessous de 2°C et poursuivre les efforts pour atteindre 1,5°C. Tout le monde reconnaît aussi que les engagements pris en marge de l'Accord de Paris sont insuffisants pour atteindre cet objectif. Il faut donc revoir à la hausse les efforts de réduction d'émission. Comment encadrer ce processus ? Sur la base de quel constat décidera-t-on ? Comment vérifiera-t-on les engagements des uns, des autres ? Va-t-on discuter uniquement des réductions d'émission ou aussi des politiques d'adaptation au changement climatique et de l'aide apportée par les pays riches aux plus vulnérables ? Toutes ces questions seront sur la table des négociateurs à Bonn.

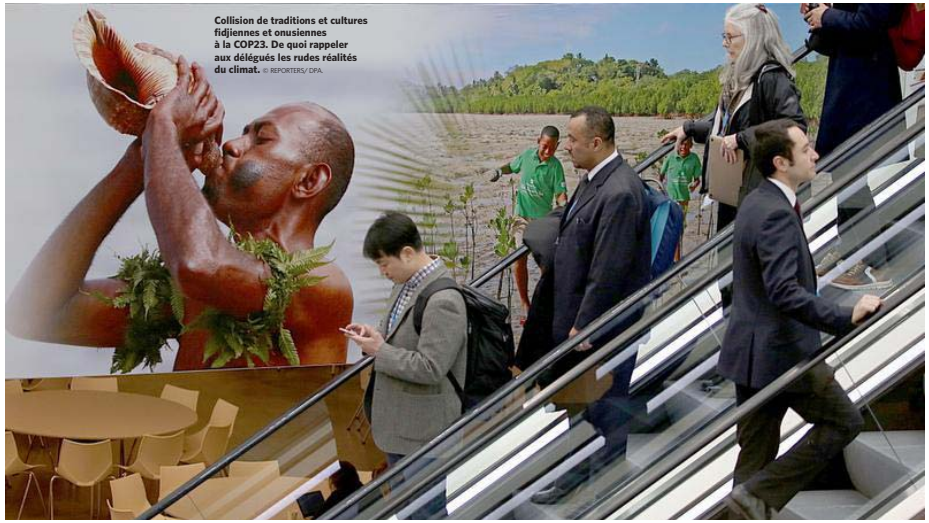
En prélude de la conférence, l'Organisation météorologique mondiale a rappelé l'état de la question : 2017 est en compétition pour devenir la 2e année la plus chaude depuis le début des mesures. La Terre a déjà gagné 1,1°C par rapport à l'ère préindustrielle. Selon les calculs des experts, si l'on veut respecter l'engagement de Paris, il faudrait que les émissions globales de gaz à effet de serre culminent avant 2020. A l'heure actuelle, souligne le programme des Nations unies pour l'environnement, la trajectoire des émissions devrait déboucher sur une augmentation de la température située entre 3 et 4°C.

Optimisme ? Pessimisme ? Les avis sont partagés. Jamais, sans doute, il n'y a eu *« un tel sens de l'urgence »*, remarque la secrétaire exécutive de la convention des Nations unies, Patricia Espinosa.

La gravité du problème n'est quant à elle plus à démontrer. Mais la réaction et les mesures politiques ne sont pour l'instant pas à la hauteur de la situation. A tel point qu'on voit désormais émerger une mobilisation de plus en plus forte à partir de régions, villes, entreprises, associations, universités, communautés religieuses. Cette « base » fait entendre une voix de plus en plus forte en faveur de mesures climatiques plus ambitieuses. Déjà fort actif à Paris, ce mouvement se fera entendre dans les salons de la COP23. ■

MICHEL DE MUELENAERE

LE SOIR +
A lire sur notre site notre dossier consacré à la COP23 : http://plus.lesoir.be/195922/sections/cop23-la-conference-de-bonn-sur-le-climat



Collision de traditions et cultures fidjiennes et onusiennes à la COP23. De quoi rappeler aux délégués les rudes réalités du climat. © REPORTERS/ DPA

le débat Pourquoi l'environnement est-il rarement une priorité politique ?

Notre demande collective au monde est qu'il maintienne le cap fixé à Paris », a affirmé Frank Bainimarama, Premier ministre fidjien et président de la Conférence climat de l'ONU qui s'est ouverte lundi à Bonn.

Le simple maintien des décisions adoptées dans la douleur fin 2015 serait donc déjà une victoire, singulièrement après le retrait américain de l'accord scellé à la COP21. Pourtant, tous les indicateurs sont au rouge et devraient inciter les maîtres du monde à aller de l'avant…

Vœux pieux et incantations

Ce sentiment de frilosité voire d'inconséquence politique face aux enjeux environnementaux ne frappe pas uniquement lors des grands-messes planétaires, où les divergences d'intérêts rendent les choses compliquées. Au niveau européen, fédéral ou même régional aussi, vœux pieux et incantations sont légion, qu'il s'agisse de fiscalité environnementale, de transition énergétique, ou de lutter contre la congestion du trafic automobile ou de la pollution de l'air et des sols.

Pourquoi l'environnement est-il le parent pauvre des campagnes électorales et des programmes de gouvernement ? Nous avons posé la question à Pascal Delwit et à Benoît Rihoux, respectivement professeurs de science politique à l'ULB et à l'UCL. ■

W. B.

Pascal Delwit

Pascal Delwit est professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles et membre du Centre d'étude de la vie politique (Cevipol). Auteur de très nombreux ouvrages et publications sur les paysages politiques belge et européen, ses thèmes de recherche principaux sont la vie et l'évolution des partis politiques en Belgique et en Europe, l'étude du comportement électoral et la qualité de la démocratie.

« Cette lute n'est pas toujours "sexy" »

Pour Pascal Delwit, en matière environnementale, les politiques se retrouvent souvent coincés entre des citoyens peu enclins à changer leurs habitudes et des groupes de pression surpuissants.

On a souvent le sentiment que les politiques environnementales ne sont pas à la hauteur des enjeux et des périls. Partagez-vous ce constat ?

Oui, je suis d'accord. Si on la rapporte à l'importance des enjeux, l'action publique est extrêmement faible. Il y a une vraie difficulté à mener des politiques publiques et une action politique qui vont être présentées devant le corps électoral sur ces thématiques-là.

Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Il y a plusieurs éléments. Le premier, c'est l'absence de visibilité immédiate. Quand vous lisez toutes les enquêtes en matière sanitaire, il n'y a plus de doute à propos de l'impact de la pollution atmosphérique sur la santé. Le problème, c'est que ça n'a pas le côté visible que peut avoir un attentat, par exemple. Un attentat frappe les imaginations, suscite l'angoisse, l'effroi, mais son impact sur la population, bien que très réel, est incommensurablement plus faible en termes sanitaires que la pollution atmosphérique. Il y a donc une difficulté à faire voir aux hommes et aux femmes politiques, aux décideurs et aux acteurs sociaux, que c'est une question centrale et même presque existentielle.

Le deuxième aspect, c'est que lutter pour la protection de l'environnement à un aspect à la fois « sexy »… et pas « sexy » du tout. « Sexy » car tout le monde est d'accord sur le principe, et tous les Al Gore sont les bienvenus pour nous expliquer les malheurs de la planète sur le plan environnemental. Et même temps, ce n'est pas « sexy » car les mesures qui doivent être prises sont souvent impopulaires. Pensons simplement aux mesures contraignantes en termes de circulation automobile – or, on sait que l'absence de contraintes ne fonctionne pas. Tout ce qui touche à l'usage de la voiture est problématique pour les politiques. Pourtant, même si les transports en commun ne sont pas toujours organisés de manière optimale, on sait qu'un nombre appréciable de citoyens utilisent la voiture de manière « inconsidérée »…

L'environnement, ce n'est pas « vendeur » politiquement ?

Disons que certaines mesures sont vécues comme impopulaires, tandis que d'autres sont intangibles. Imaginons, par exemple, qu'un parti fasse campagne pour la mise en place d'un grand plan d'isolation des logements, pour réduire les nuisances dues au chauffage domestique. Sur le temps de la législature, il y a peu de chances que les citoyens voient les impacts de cette mesure de manière très manifeste… Un parti qui propose des mesures qui prennent effet dans le temps a beaucoup plus de mal qu'un parti qui va promettre, par exemple, une augmentation des pensions ou une diminution de la fiscalité dès l'entrée en vigueur de la législature. Les attentes sociales sont souvent des attentes de court terme.

Le politique a-t-il encore les coudées franches face aux intérêts économiques?

C'est effectivement un point très important. Dès que vous voulez introduire de la régulation publique, vous avez l'intervention de groupes d'intérêts, vous devez faire face à un lobbying formel et informel très fort. Regardez, dans le dossier du glyphosate où, sur le plan sanitaire, les choses sont quand même relativement claires, l'incroyable difficulté qu'ont les institutions européennes à légiférer de manière claire et efficace. On peut imaginer les difficultés rencontrées sur des dossiers moins clairs, comme la pollution atmosphérique, par exemple… Il existe des forces de réaction et de résistance des entreprises concernées, mais aussi parfois d'autres Etats – je pense par exemple aux pays producteurs de pétrole –, qui sont très conséquentes. ■

Propos recueillis par WILLIAM BOURTON

Benoît Rihoux

Docteur en science politique de l'UCL, Benoît Rihoux a enseigné les méthodes comparatives dans des institutions en Europe, en Amérique du Nord et au Japon. Il participe à de nombreux projets de recherche autour de ses propres sujets de spécialisation (partis politiques, mouvements sociaux, changement organisationnel).

« Les questions socioéconomiques restent l'axe de conflit principal »

Beaucoup plus récente, la question environnementale n'est pas encore parvenue à s'imposer aux thématiques socioéconomiques. Celles-ci continuent d'occuper l'agenda politique belge majoritairement.

Pourquoi les thématiques environnementales sont-elles encore à la marge des programmes des partis politiques, excepté chez les verts ?

La thématique environnementale est relativement récente si on compare aux thématiques socioéconomiques classiques. Jusqu'aux années 90, c'était encore une thématique de niche, je dirais. Pour qu'on entende parler des politiques de développement durable, il a fallu attendre les années 1990-2000 même. Dans les démocraties occidentales, les questions économiques, socioéconomiques restent l'axe de conflit principal. L'axe gauche-droite, l'Etat versus le marché. Une série d'autres questions, notamment les questions environnementales, sont parfois à l'agenda politique. Mais davantage à l'occasion de crises. Parmi ces thématiques, il y a les questions environnementales mais aussi l'immigration, la sécurité. Elles viennent à l'agenda de temps à l'autre mais ne remplacent pas les questions socioéconomiques. Les politiques n'ont qu'une certaine place à accorder au niveau de l'agenda aux différentes thématiques. Il y a une concurrence entre elles. Et les questions socioéconomiques occupent très largement l'espace. Ce qui explique qu'il faille vraiment des événements majeurs pour que d'autres thématiques prennent le dessus.

Pourtant, les questions environnementales reviennent régulièrement au travers de rapports, de déclarations le plus souvent alarmants.

Les questions environnementales reviennent dans beaucoup de domaines mais pas de façon prédominante. C'est un enjeu important certes mais encore de façon secondaire. On va le considérer en parallèle d'autres enjeux comme l'égalité de genres, les rapports hommes-femmes par exemple.

Qu'est-ce qui ferait que dans les années à venir, ces questions environnementales puissent occuper le haut du pavé ?

La configuration n'est actuellement pas très favorable. Premièrement, les mouvements sociaux, la société civile organisée autour des enjeux environnementaux, existent mais sont numériquement moins importants que les mouvements sociaux autour des questions socioéconomiques. Deuxièmement, il y a une très forte attention portée par les politiques aux questions socioéconomiques mais aussi depuis quelque temps à la sécurité. Pour le dire brièvement, à l'antiterrorisme. Il reste donc peu de places actuellement pour d'autres enjeux, pour l'allocation de grands moyens de politiques publiques.

On a parfois l'impression que les questions environnementales sont plus susceptibles d'avancer à coups de grands sommets internationaux, de négociations internationales. Cela peut-il expliquer leur relative discrétion dans les programmes des partis ?

En Belgique, les verts ont ciblé l'enjeu environnemental. D'une certaine façon, cela en fait d'eux les propriétaires. Cela a pour conséquence que les autres partis ne vont pas trop investir dans cet enjeu-là. Bien sûr, ils devront indiquer qu'ils sont proécologistes mais ils pourront difficilement concurrencer les verts. Autre problème, les enjeux environnementaux restent des enjeux diffus. Ce sont des problèmes dont les conséquences se mesurent davantage sur le long terme. Sauf à être confronté à des grandes catastrophes climatiques. Mais ce n'est pas le cas en Belgique. Il y a donc chez nous comme un sentiment de distance des citoyens, de la majorité de ceux-ci, par rapport à ces enjeux. Pour les politiques, un enjeu diffus est un enjeu difficile à cibler en termes d'action politique et de bénéfices politiques à court terme, à l'échelle d'une législature de 4 ou 5 ans. Ils peuvent difficilement espérer capitaliser sur lui. ■

Propos recueillis par MATHIEU COLINET

alternatives

Jean-François Kahn Journaliste et essayiste

Les indépendantistes assassinés par leurs gauchistes

Echec… et mat ?

Incontestablement les indépendantistes catalans ont perdu leur première manche (il y a quelque chose de pathétique dans la fuite de celui qui se voulait le premier Président de la Catalogne libre). Mais les outrances répressives du gouvernement de Madrid pourraient leur permettre de se « refaire ».

Pourquoi cet échec ?

Monsieur Carles Puigdemont l'avait anticipé quand il avait proposé, en guise d'ouverture, de décaler le processus d'indépendance et de procéder à des élections régionales pour solidifier son assise. Et pourquoi y a-t-il renoncé ?

Parce que la fraction radicale de sa mouvance, d'extrême gauche indépendantiste, a aussitôt hurlé à la trahison, comme toujours, manifestations à l'appui, et l'a contraint à cette fuite en avant qui s'est révélée catastrophique.

D'éloquents précédents

Or, il s'agit là d'une grande loi de l'Histoire. La plus intangible, la plus régulière, la plus incontestable : l'extrême gauche activiste finit toujours par faire le jeu de la droite activiste, quand ce n'est pas de l'extrême droite. Toujours, partout, sans exception, dans toutes les circonstances, sous tous les horizons et tous les climats.

Faut-il rappeler, puisqu'on va bientôt célébrer les événements de « mai 1968 » en France, que le mouvement était quasiment victorieux quand furent signés les accords de Grenelle qui concédaient aux salariés des avancées inespérées, puis que les surenchères et les provocations de l'extrême gauche firent basculer l'opinion publique et permirent à la droite de remporter un succès électoral historique.

Ou que c'est l'extrême gauche chilienne, le MIR, qui sapa le pouvoir d'Allende, l'isola et offrit à Pinochet, par son étalage de radicalités, le prétexte de son coup d'Etat (alors que les communistes, eux, ne cessèrent d'appeler à la modération).

C'est encore les extrêmes gauches brésiliennes et argentines qui multiplièrent les actions aventuristes coupant la gauche démocratique de la population, ce qu'exploitèrent les militaires pour justifier leur prise de pouvoir.

C'est à l'action déstabilisatrice d'une minorité radicale entretenant une agitation permanente que l'Egypte, après la révolution démocratique qui renversa Moubarak, doit d'abord la victoire des islamistes, puis, avec le général al-Sissi, le retour à l'ordre antérieur.

Le phénomène n'est pas nouveau.

En 1848, en France, la révolution de Février avait permis l'instauration inespérée d'une République démocratique. Quatre mois plus tard, en juin, l'extrême gauche radicale déclencha une insurrection minoritaire qui permit aux conservateurs de reprendre les choses en main et ouvrit les portes du pouvoir à Napoléon III.

Aucune exception notable

En 1870, après vingt ans d'Empire, c'est encore par miracle que la République fut rétablie. Quelques mois plus tard, l'extrême gauche, mécontente du résultat d'élections libres, se lança dans une expérience insurrectionnelle dont l'échec programmé permit à la droite la plus réactionnaire d'imposer sa loi.

Je veux bien que ce constat dérange certains. Mais qu'on me cite un cas, un seul, à part la révolution bolchevique aux conséquences que l'on sait, où la surenchère d'extrême gauche a effectivement débouché sur une évidente avancée démocratique et sociale.

Jean Jaurès l'avait bien compris qui stigmatisait en termes très durs l'aventurisme gauchiste. Encore ignorait-il que certains de ceux, tel Gustave Hervé, qui l'accusaient de « modérantisme » parce qu'il n'appelait pas à la révolution immédiate, se métamorphosèrent ensuite en groupies du maréchal Pétain, comme Henri Rochefort, gauchiste de 1870 que l'on retrouva plus tard à l'extrême droite antisémite.

Comment peut-on espérer changer en profondeur une société de plus en plus inégalitaire et, trop souvent, tombée sous la coupe de prédateurs oligarchiques ? En rassemblant autour d'un projet de transformation humaniste et libérateur assez de mouvances politiques, de forces sociales et de sensibilités idéologiques (et religieuses) pour constituer une large majorité.

Dans la mesure où l'extrême gauche, par définition, encourage l'exclusion, le repli et la fermeture, elle joue un rôle objectivement contre-révolutionnaire.

PS : Coup d'Etat de fait en Arabie saoudite. Pour le justifier, le nouvel homme fort du pays, qui en a profité pour contraindre le Premier ministre libanais à la démission, va reconnaître tout ce que beaucoup n'osaient pas dire jusqu'à présent sur ce royaume qui est à l'origine de la déferlante islamiste dans le monde entier. ■

▶ P.6 & 7 LES RÉPERCUSSIONS EN BELGIQUE DU DOSSIER CATALAN

« Nous, gens de gauche, avons tendance à dormir sur nos deux oreilles tant nous sommes sûrs d'avoir raison, sûrs que les clowns ne sauraient accéder à la présidence. Preuve que si, pourtant : nous en avons mis un au pouvoir, où il gambade et folâtre tout son soûl en faisant des ravages »

L'ÉCRIVAIN AMÉRICAIN RICHARD FORD DANS « LE MONDE ».

© EPA.

le tweet

Paul Furlan Ancien ministre wallon (PS)

Malheureusement les #COP c'est comme le Beaujolais nouveau, on en parle quelques jours et puis plus rien pendant 1 an !

LE SOIR +
Par son silence sur la situation en Catalogne, l'Union européenne désavoue ses propres valeurs, estime dans une carte blanche André Riche, ancien chroniqueur européen : abandonnée aux mains des juges et des juristes, la crise catalane illustre bel et bien la crise de l'Europe.